

CULTIVONS LE FUTUR #04



Eclosio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

PENSER - AGIR - CONSTRUIRE ENSEMBLE

AUTOMNE 2019



VOYAGES SOLIDAIRES

**VOLONTARIAT • TOURISME RESPONSABLE
INÉGALITÉS NORD-SUD • MOBILITÉ DURABLE**

ECLOSIO.ORG



03 ÉDITO

VOYAGER
CLAIRE WILIQUET



04 RÉFLEXION

MOBILITÉ DURABLE ET FISCALITÉ
FANNY VANRYKEL



08 DOSSIER

VOYAGES SOLIDAIRES



08 **TOURISME, CATALYSEUR
DES INÉGALITÉS NORD-SUD**
AURÉLIA BESSEMANS
CLAIRE WILIQUET

15 **LE VOLONTARIAT INTERNATIONAL :
OUTIL D'ÉDUCATION
À LA CITOYENNETÉ MONDIALE**
PASCAL DUTERME

11 **LES IMPACTS
DU TOURISME**
BERNARD MICHAUX

19 **VOYAGER POUR QUESTIONNER
ET SE QUESTIONNER**
ROMANE SCHADECK



21 FOCUS SUR

LE LIVRE BLANC DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI
MANDY RENARDY



24 ACTION

MOBILISER LES THÉORIES DE L'APPRENTISSAGE DES ADULTES POUR FAVORISER LE CHANGEMENT
DANIEL FAULX • CYBILL NION • PIERRE COLLIÈRE • ERIC CAPOEN



VOYAGER

Voyager. Découvrir les beautés incroyables de notre planète et de ses habitants, goûter un peu la liberté d'être loin de ses contraintes quotidiennes, laissé fondre ses soucis quotidiens sous le soleil. Ce n'est pas pour rien qu'on assiste littéralement à une explosion du tourisme. Entre 1950 et 2012 on est passé de 10 millions de vacanciers internationaux à un milliard. Pourtant, si le tourisme est devenu l'une des principales ressources pour de nombreux pays, il est accompagné de coûts sociaux et environnementaux importants. Et, entre argent et visa nécessaires pour voyager, le tourisme reste un privilège essentiellement occidental révélateur des inégalités Nord - Sud.

Bref, de quoi y réfléchir à deux fois avant de prendre son envol vers des contrées exotiques. Mais faut-il pour autant renoncer aux voyages? La question, posée dans ce numéro, n'est pas tellement « Faut-il ou non voyager? » Mais plutôt « Comment? » Comment faire de nos voyages des expériences riches en découvertes, en échanges, en compréhension de l'Autre et de notre propre culture, pour contribuer à construire une mondialisation plus solidaire? 🌍

CLAIRE WILQUET,
ECLOSIO



Eclosio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Avec le soutien de:



Belgique
partenaire du développement



ÉDITEUR RESPONSABLE

S. PASCAL

COORDINATRICES DU MAGAZINE

C. WILQUET

UNIVERSUD-LIÈGE ASBL

TRAVERSE DES ARCHITECTES 2

BÂTIMENT 3

4000 LIÈGE

INFO@UNIVERSUD.BE

EN COLLABORATION AVEC ECLOSIO

PASSAGE DES DÉPORTÉS 2

5030 GEMBLOUX

INFO@ECLOSIO.ORG

WWW.ECLOSIO.ORG

DESIGN & MISE EN PAGE

MATHIEU RÛTIMANN

WWW.PEPUPE.BE

COMITÉ DE RÉDACTION

M. MOUTSCHEN, P. VINCENT, P. OZER

L. COURARD, L. DEUTSCH, J. HAMERS,

JM LAFLEUR, G. PIROTTE, R. BRAHY,

M. LUCENO, N. MOULA, B. MACCATORY

É. DESSY, V. WAMBERSY, B. POCHET

G. ROMMELAERE, P. WAUTELET,

C. LAURENT, A. DEGRE

Cette œuvre est mise à disposition sous licence Attribution 2.0 Belgique. Pour voir une copie de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/be/>





MOBILITÉ DURABLE ET FISCALITÉ

UNE RÉFLEXION AUTOUR DES COMMUNS

« Today, we experience an ease of motion unknown to any prior urban civilization... we take unrestricted motion of the individual to be an absolute right. The private motorcar is the logical instrument for exercising that right, and the effect on public space, especially the space of the urban street, is that the space becomes meaningless or even maddening unless it can be subordinated to free movement ».

« Aujourd'hui nous faisons expérience de la facilité du mouvement jusqu'à-là inconnu à n'importe quelle autre civilisation urbaine antérieure... nous considérons la libre circulation de l'individu, comme un droit absolu. L'automobile privé est un instrument logique pour exercer pleinement ce droit, et l'effet sur l'espace publique, particulièrement l'espace de la rue urbaine, c'est que l'espace perd toute signification ou même devient exaspérant à moins qu'il soit subordonné à la libre circulation »¹.

PETITE HISTOIRE AUTOUR DE LA MOBILITÉ

Damien, Thomas, Elisa et Pascal discutent de la mobilité autour d'un café. Ce sont des amis de longue date, qui ont chacun pris des directions différentes dans leur vie. Damien est professeur à l'Université, son dada ce sont les sciences et les nouvelles technologies. Thomas, lui, est cadre chez un grand distributeur automobile. Il roule en voiture de société parce que c'est comme ça que ça fonctionne dans sa boîte, mais sa voiture, il préférerait la laisser tomber. Elisa, elle, travaille dans une boîte de production. Avec son vélo, on la traite souvent de bobo. Et puis Pascal, alors lui, il s'est lancé dans la politique, et ça fonctionne plutôt bien de son côté.

Pour Damien l'avenir ce sont les voitures électriques autonomes. « Bientôt vous verrez, les voitures iront elles-mêmes chercher l'électricité verte dont elles ont besoin ».

« Grâce aux nouvelles technologies, on va créer de nouvelles opportunités.

C'est bien mieux que de vouloir interdire les comportements des citoyens, n'est-ce-pas Pascal? », ajoute-t-il. Thomas est assez d'accord qu'il y a un marché à prendre avec cette idée. Bientôt, selon lui, on vendra des services : un accès à une voiture électrique, avec chargement de la batterie et des informations sur la consommation qui seront accessibles en temps réel.

Mais il se dit quand même qu'être bloqué quotidiennement dans les bouchons pour aller travailler, ce n'est pas si confortable. Le temps qu'il récupérerait s'il n'y avait pas ces maudites files.

Elisa est plus sceptique, elle répond qu'avec toutes ces voitures, il n'y a pas de place pour les vélos, surtout en ville. Elle est fatiguée, leur dit-elle, de respirer les fumées de pots d'échappement tous les jours, et ces voitures qui ne font pas attention à elle et le bruit saisissant des klaxons. Son expérience à vélo est loin d'être agréable alors que c'est si simple; elle s'inquiète pour sa santé et pour sa sécurité.

Elle est complètement contre l'idée de Damien; même si les voitures deviennent propres, selon elle, elles occupent trop d'espace. Elle est d'avis qu'il faut décourager l'utilisation de la voiture. Pourquoi pas en augmentant les taxes sur le carburant ou en interdisant les voitures dans le centre-ville? Pascal, bien que silencieux, écoutait d'une oreille attentive. Il se décide finalement à prendre la parole mais il est interrompu par Gilles, avec sa veste jaune canari. « Augmenter les taxes », s'écrie-t-il. « Je vous ai entendu mademoiselle. Vous savez qu'en trente ans, les prix à la pompe ont doublé. Vous, on le voit bien que vous avez de l'argent, mais les gens comme moi, on fait comment pour aller travailler? Ma voiture j'en ai besoin, c'est mon outil de travail ».

« Et puis il faut aller chercher les enfants à l'école, faire les courses. On ne peut pas compter sur les transports en commun; ils ne sont jamais à l'heure et il n'y en a pas assez. Et puis le vélo, moi, je n'aime pas ça. », renchérit Murielle, intéressée par la conversation de ses voisins de table.



GOVERNANCE, TRANSITION ET MOBILITÉ

La mobilité est à la fois l'affaire de chacun et chacune et le problème de tous et toutes. Chacun y voit son expérience personnelle ; ce n'est pas seulement se déplacer, se transporter, c'est aussi vivre un moment, une expérience qui se répète. Elisa par exemple, expliquait ses craintes par rapport à sa santé et sa sécurité, tandis que Gilles avançait ses préoccupations financières. Nous touchant au plus près dans notre quotidien, en tant qu'individus, la mobilité est pourtant le problème de tous. Elle pose des questions économiques (« comment vais-je aller travailler »), sociales (d'accès à la vie en société) et environnementales (pollution, changement climatique), qui touchent la société dans son ensemble. Notre société s'est progressivement organisée autour de la voiture, comme la représentation même de l'individualité.

La voiture est devenue omniprésente, dans nos déplacements, dans notre espace, dans notre vie. Loin de représenter un simple bout de ferraille, elle est considérée par beaucoup comme un symbole de réussite sociale, de pouvoir et de liberté. La voiture est devenue une dépendance, une dépendance à un mode de déplacement qui n'est plus satisfaisant ni pour la société dans son ensemble, ni pour les individus. Les signes sont là : émissions de CO₂, qualité de l'air préoccupante et trafic croissant. Si la voiture n'est pas la raison de tous les maux, elle contribue en grande partie aux problèmes de mobilité actuelle. Pourtant, faute de mieux, nombreux sont ceux et celles qui continuent à faire vrombir le moteur tous les matins. La mobilité actuelle appelle donc une transition. La transition reflète un changement radical. La branche de la sociologie touchant à la notion de transition a mis en évidence le rôle de l'ensemble des acteurs,

mais aussi de la culture et des symboles (par exemple le statut de la voiture ou le sentiment de liberté qui y est associé), des infrastructures (ex : la répartition de l'espace entre les modes de déplacement) et des régulations et politiques (ex : les normes environnementales, les taxes...). Comment atteindre cette transition alors ? Cette question se rapporte à la notion de gouvernance. La gouvernance, que l'on distingue du concept de gouvernement, s'apparente, selon des auteurs comme Treib à l'idée de coordination des acteurs ; il s'agit de leur donner une direction, de les orienter plutôt que de les commander². Une approche, assez nouvelle, pour gouverner la transition vers un système de mobilité durable - c'est à dire plus respectueux de l'environnement et permettant l'accès au plus grand nombre tout en garantissant les intérêts économiques - s'articule autour de la notion de communs³.





Le concept de communs reflète une idée d'accès, de partage et d'usage, l'existante d'une communauté qui les instituent et la revendication d'un projet, en vue de « faire mieux », qui est possible à réaliser⁴. Et si les rues redevenaient des lieux de vie communs, plutôt que des espaces dédiés à une seule fonction : le passage des voitures. Et si la mobilité devenait une expérience collective, l'action d'une communauté ?

ET LA FISCALITÉ DANS TOUT ÇA ?

Au regard de ce qui vient d'être exposé, le lien avec la fiscalité peut sembler quelque peu nébuleux. Pour expliquer ce lien, je vais me concentrer sur deux questions :

1. Quels sont les fonctions et effets de la fiscalité (pourquoi en parler dans cet article) ;
2. Quelles sont les limites de son utilisation par les pouvoirs publiques dans le cadre qui a été exposé.

Fonctions de la fiscalité. De manière simplifiée, la fiscalité peut avoir trois fonctions : générer des ressources financières pour l'État (fonction budgétaire), redistribuer les ressources entre les citoyens (fonction de redistribution) ou influencer - en encourageant ou en dissuadant - les comportements (fonction régulatrice). Ces trois catégories ne sont pas nécessairement hermétiques ; un même impôt peut avoir plusieurs fonctions. La fonction première de la fiscalité est le plus souvent budgétaire mais on observe de plus en plus qu'elle est utilisée pour diriger les comportements. L'idée est de jouer sur les prix, pour influencer ce qu'on appelle le signal prix,

pour orienter les comportements que ce soit des consommateurs et des consommatrices ou des entreprises. C'est le cas par exemple des taxes sur les déchets ou des taxes sur les émissions de CO₂ (dissuasion) mais également des incitants fiscaux, par exemple en faveur des économies d'énergie (incitation). On peut faire ici la comparaison avec le mécanisme de la carotte et du bâton, qui ne sont finalement que deux approches différentes pour atteindre un même objectif. À côté de ces fonctions, les impôts ont aussi des effets, qui parfois ne sont pas directement souhaités. Par exemple, les taxes sur l'énergie ont avant tout un objectif budgétaire, mais elles peuvent avoir un effet sur la consommation d'énergie en augmentant le prix de celle-ci.

“
**LES CHOIX
 DES CITOYEN-NE-S SONT EN PARTIE
 DÉFINIS PAR LA MANIÈRE
 DONT LA SOCIÉTÉ EST ORGANISÉE**
 ”

Les liens entre la mobilité et la fiscalité peuvent ainsi être résumés de la façon suivante. En matière de mobilité, les taxes existantes ont pour objectif principal de prélever des recettes : par exemple, les accises sur le carburant, ainsi que les taxes sur la mise en circulation et sur la circulation annuelle des véhicules. Les accises sur le carburant peuvent avoir pour effet de diminuer l'utilisation de la voiture mais ce n'est pas leur objectif premier. Les recettes alors prélevées tombent dans un « pot commun » (le budget général de l'État).

Elles pourront, par exemple, être utilisées pour financer des infrastructures routières ou des pistes cyclables mais il n'existe en principe pas de lien formel entre l'impôt et la manière dont les recettes sont utilisées. De nombreuses taxes ont également pour objectif, de manière secondaire, d'influencer les comportements. Par exemple, en Flandre, les taxes sur la mise en circulation et sur la circulation annuelle des véhicules visent à orienter les comportements des consommateurs et des consommatrices vers l'achat de véhicules plus performants sur le plan environnemental.

Fiscalité et gouvernance. Il faut d'abord bien garder à l'esprit que les pouvoirs publics ne sont qu'un acteur de la gouvernance et la fiscalité, qu'un instrument parmi d'autres à la disposition des pouvoirs publiques. Son rôle est donc déjà, de façon inévitable, limité. Ensuite, il s'agit d'un outil de gouvernance parmi d'autres à la disposition des pouvoirs publics. Les taxes, et ceci constitue une troisième limite, représentent des instruments particulièrement unilatéraux, qui se prêtent mal à un processus participatif. L'impôt a en effet pour caractéristique d'être un paiement imposé par les pouvoirs publics, sans que l'accord du contribuable ne soit requis ; il impose unilatéralement une contrainte - le paiement d'une somme d'argent - à l'égard du citoyen, de la citoyenne. Enfin, pour des raisons pratiques et juridiques, les pouvoirs publics ne peuvent pas prendre en considération la situation individuelle de chaque contribuable. Il est nécessaire de créer des catégories, qui peuvent être relativement approximatives. Influencer les comportements dans ces limites est donc un exercice périlleux.



Il n'empêche que la fiscalité, dans les limites qui ont été évoquées, peut jouer un rôle dans transition vers une mobilité durable. À la lumière de cette réflexion sur les communs, voici quelques pistes qui pourraient être envisagées :

1. Un changement de discours : Le discours classique sur la fiscalité dans sa fonction de régulation (d'influence des comportements donc) est de légitimer les taxes par des principes juridiques et économiques tels que le pollueur-payeur et l'internalisation des coûts externes. L'idée est que le coût des dommages causés par un comportement ne doit pas être supporté par la société dans son ensemble. Ce discours peut être ressenti comme culpabilisant pour les citoyens, et simpliste, dès lors qu'il ne prend pas en considération que les choix de ces derniers sont en partie définis par la manière dont la société est organisée (ex : infrastructures pour les voitures).

Il serait possible, à la place, de changer le narratif des taxes en termes d'opportunités futures : on veut à l'avenir diminuer l'utilisation de la voiture pour faire de la place à de nouvelles opportunités, alternatives et interactions, à une nouvelle gestion des communs.

2. Recettes budgétaires, un regard tourné vers le futur : la taxation de la voiture et des carburant fossiles à des fins budgétaires peut créer une certaine dépendance à ceux-ci. La survenance du comportement taxé est en effet source de revenus. L'on voit vite les limites de cette approche. Dans une perspective de durabilité, il nous paraît nécessaire de réfléchir à des ressources financières soutenables, en ce compris dans une perspective temporelle.

3. Vers une plus grande transparence : Il y a un manque d'information quant à la manière dont les recettes générées par l'impôt sont utilisées.

Pour créer un sentiment d'appartenance aux communs, il pourrait être envisagé d'accroître la transparence à cet égard. Pourquoi ne pas également associer davantage les différents acteurs dans la manière dont l'argent public est dépensé, dans une logique plus participative ?

FANNY VANRYKEL,
ASPIRANTE FNRS AU TAX
INSTITUTE ULIÈGE
ET CHERCHEUSE ASSOCIÉE
AU CEREC SAINT-LOUIS

1 R. Sennett (1977) *The Fall of Public Man*. London and Boston, MA : Faber and Faber, p. 14 cité par J. Urry, *The «System» of Automobility*, *Theory Culture & Society*, 21 (4-5), 25-39.

2 O. Treib , H. Bähr & G. Falkner (2007) *Modes of governance: towards a conceptual clarification*, *Journal of European Public Policy*, 14 :1, 1-20.

3 A. Nikolaeva, P. Adey, T. Cresswell, J.Y. Lee, A. Nóvoa & C. Temenos (2019). *Commoning mobility: Towards a new politics of mobility transitions*. *Transactions of the Institute of British Geographers*.

4 D. Misonne, M-S De Clippel & F. Ost (2018), *L'actualité des communs à la croisée des enjeux de l'environnement et de la culture*, *RIEJ*, 81, 59-82.



TOURISME, CATALYSEUR DES INÉGALITÉS NORD-SUD

Depuis quelques décennies, le tourisme international connaît une véritable explosion. Voyager est devenu un incontournable pour un grand nombre d'entre nous. En voici, pour preuve, quelques chiffres : entre 1997 et 2017 les départs mondiaux pour du tourisme international sont passés de 6 millions à plus d'un milliard et demi. En termes de rentrées financières, le tourisme international représentait un peu plus de 524 milliards USD en 1997, en 2017 ce montant s'élève à 1,5 billions d'USD. Aujourd'hui, le tourisme représente 29% des exportations mondiales ce qui le place parmi les cinq premiers secteurs économiques au monde (OMT, 2019)¹.

Le tourisme international n'est pas qu'un moment de plaisir pour le voyageur, il peut également participer au développement économique et social du pays d'accueil ou au contraire occasionner des impacts sociaux, économiques et environnementaux négatifs. Être conscient des enjeux en planifiant nos voyages permet de maximiser et de minimiser ces deux options. Depuis 1970, les débats et critiques faites au tourisme de masse sont nombreuses. En effet, ils comportent des coûts sociaux et environnementaux pour les populations locales alors que les retombées positives ne sont pas à la hauteur des promesses². Si des emplois, majoritairement sous-qualifiés et précaires, sont effectivement créés dans et autour des complexes touristiques, ceux-ci sont souvent détenus par des investisseurs originaires de l'OCDE³ qui rapatrient les recettes plutôt que de les réinvestir sur place. Qui plus est, les économies locales sont dépendantes de ces complexes : la faillite actuelle de Thomas Cook a mis en avant ce phénomène, un voyageur étranger tombe en faillite, et ce sont des centaines d'emplois dans les pays de destinations qui sont en danger, sans compter toute l'économie environnante qui dépend de ces gros complexes hôteliers.

Les touristologues L. Turner et J. Ash vont jusqu'à soutenir que le tourisme de masse détruit les économies locales : les ressources sont surexploitées, les cultures traditionnelles menacées, voire les populations déplacées pour que les projets touristiques puissent s'installer. Les projets prennent la place des terres agricoles, d'écoles et d'usines, le patrimoine est privatisé, les piscines se remplissent alors que l'accès à l'eau, et surtout l'accès à l'eau potable est incertain pour les habitants.

“
**LES RETOMBÉES POSITIVES
 DU TOURISME DE MASSE NE SONT PAS
 À LA HAUTEUR DES PROMESSES**
 ”

UN TOURISME PLUS RESPONSABLE EST-IL POSSIBLE ?

En réaction aux impacts négatifs provoqués par le tourisme de masse, des formes de tourisme alternatif ont vu le jour. Tourisme responsable, durable, équitable, social, pro-pauvre [sic !], rural-com-

munautaire, solidaire ou encore écotourisme se veulent de maximiser les retombées positives sur les pays visités et leurs habitants. Ils privilégient des structures (logement, restauration, guide, boutiques, transports...) gérées par les locaux et dont les bénéfices leur sont directement adressés. Les relations se veulent équilibrées et démocratiques. Ces voyages sont destinés à un public qui souhaite privilégier la rencontre, vivre une expérience « authentique », sortir de leur zone de confort. Apparaissent des labels garantissant les dimensions écologiques et solidaires de ces lieux de vacances. Par exemple, ATES⁴ Associations pour le Tourisme Équitable et Solidaire propose aux voyageurs un label « garantie tourisme équitable et solidaire » apposé sur des voyages qui respectent la charte de l'association déclinée en cinquante-sept critères qui touchent à la gestion des ressources humaines et la juste rémunération, la protection de l'environnement, l'énergie, la transparence, le genre... Critères qui doivent être respectés autant par l'agence qui propose le voyage que par les partenaires locaux qui reçoivent les touristes.



Autre exemple de label, ATR, Agir pour le Tourisme Responsable propose également une charte éthique du voyageur⁵ et une labellisation pour les voyages étiques et solidaires. La charte invite par exemple les voyageurs et voyageuses à s'intéresser, avant de partir, à la culture et au mode de vie du pays de destination et à respecter la nature, les habitants et leur culture durant son voyage. La charte prodigue ainsi toute une série de conseils qui sont du simple civisme chez nous mais qu'on n'oublie parfois lorsqu'on est en vacances. Ces formes de tourisme alternatives et les labels qui y sont liés facilitent un tourisme responsable, comme toute alternative, aussi excellente soit-elle, les voyages alternatifs comportent également leurs limites dont il faut avoir conscience lorsque l'on prépare son départ. L'éco-tourisme étudié par plusieurs touristologues est un bon exemple des opportunités et limites du tourisme alternatif.

EXEMPLE DE L'ÉCO-TOURISME: FORCES ET LIMITES

L'écotourisme, concept créé par Héctor Ceballos-Lascurain, est né dans les années 80. Cet architecte mexicain, partant du constat que son pays foisonnait d'une nature et de ressources naturelles chatoyantes a souhaité le faire découvrir à d'autres de manière écologique, en encourageant la protection de l'environnement,

en appuyant les comportements durables des touristes et en faisant en sorte que la population en retire des bénéfices. Au vue des critiques faites au tourisme de masse, l'écotourisme a fortement été supporté par l'organisation mondiale du tourisme.

Ainsi, dans les années 90, ont fleuri un peu partout dans le monde des agences proposant des éco tours, des immersions dans la nature hors des sentiers battus, des rencontres avec les habitants, des logements durables... Cette manière de faire du tourisme est associée au modèle de développement durable qui apparaît à cette époque. Il participe à une écologie plus durable, au développement de l'économie locale, à la préservation de l'environnement, de ses ressources naturelles et des cultures. Le respect de l'environnement, de la culture locale et des droits humains sont constitutifs de l'éco-tourisme. En effet, il se donne pour objectif de maximiser les impacts positifs du tourisme sur les populations d'accueil, de limiter l'impact sur l'environnement, de conscientiser les voyageurs et d'impliquer au maximum les populations locales dans leur développement, celui de leur milieu naturel ainsi que dans le financement et la gestion de leurs terres⁶.

Pourtant, si ce tourisme est moins brutal que le tourisme de masse, il n'en est pas moins susceptible de tomber dans certain de ses travers. Des auteurs, comme A. Lopez Santillan et G-M Guardado, sont même très critiques vis-à-vis de l'écotourisme. Selon eux, agit de façon contradictoire à ce que l'on peut attendre; il participe premièrement à une marchandisation de la vie culturelle des natifs: le touriste paye pour avoir un aperçu de la culture de la communauté qu'il visite. Nous ne sommes donc pas dans une situation d'échange désintéressé où chacun ferait découvrir sa culture à l'autre, la culture est marchandisée et mise en scène, le touriste n'assiste qu'à un petit échantillon dénaturé. Ce qui est vendu comme «authentique» l'est de moins en moins. Qui plus est, s'il y a effectivement rencontre, la relation n'en n'est pas moins faussée par le contexte: comment nous sentirions nous si un groupe de Mozambiciens venait, pour leurs vacances, voir la façon dont nous vivons? L'incongru de cette perspective en dit long sur les représentations que nous avons de nous-mêmes et d'autres cultures et sur les relations que nous nouons avec elles.





En ce qui concerne le rapport à la nature, il y a un paradoxe dans cette volonté de sortir des sentiers battus, s'immerger dans des endroits vierges, mais ce faisant de « battre ces nouveaux sentiers », de les ouvrir au tourisme, réduisant de plus en plus ces endroits préservés. D'autre part, les études de Young (1999), Trench (2002), Fleisher (2009) et Lopez Santillan (2010) révèlent que l'écotourisme, bien qu'il soit effectivement source de revenus pour les populations locales, les poussent également à entrer en conflits les uns avec les autres et avec d'autres agents économiques sur les questions de contrôle sur les terres et de ressources naturelles. Malheureusement, elles en sortent souvent perdantes, face à des concurrents avec un plus grand capital économique et d'étroites relations avec l'État.

Par ailleurs, les études de S-H Pastran montrent que les mythes coloniaux sont toujours présents dans le tourisme; derrière l'« authentique », c'est souvent la représentation de mode de vie qui n'aurait pas « évolué ». Quant à la volonté de venir en aide, qu'on retrouve dans le volontourisme par exemple, ou encore les dons matériels, l'aumône... toutes actions partant de bonnes intentions, et pourtant, vouloir se rendre utile en participant à la construction d'une école, c'est implicitement nier qu'il y ait des personnes sur place tout à fait capable de le faire. Le fait de donner sans qu'il y ait possibilité de retour, c'est mettre celui qui reçoit en position d'infériorité. Ces réflexes de charité restent imprégnés des représentations héritées de la colonisation et non d'une relation d'égal à égal.

Enfin, aussi responsables et solidaires que soient les touristes, les voyages exotiques restent emprunts d'une asymétrie témoin des inégalités entre le Nord et le Sud. En effet, rares sont les personnes des pays visités qui ont l'argent et le visa pour venir en vacances en Occident. Le tourisme reste un privilège largement occidental. « Moins d'un septième de l'humanité, est en position économique, culturelle et politique de visiter les six autres septièmes », « Migrations d'agrément » et « migrations de désagrément » se croisent aux frontières, béantes pour les uns, grillagées pour les autres »⁷.

Pour que des changements effectifs profonds s'opèrent, il faudrait que les « structures économiques injustes et les rapports de pouvoir [...] qui sont les causes de ces inégalités »⁸ soient ébranlées et remplacées.

PARTIR ?

La lecture de ces nombreuses critiques a de quoi refroidir: si même le tourisme durable, responsable, solidaire suscite tant de réserves peut-on encore décentement partir loin et rester éthique? Doit-on arrêter de voyager - ou se dire que, quitte à avoir un impact négatif, autant aller se dorer la pilule au bord de la piscine d'un all inclusive. Nous pensons au contraire que le voyage reste une formidable opportunité d'aller à la rencontre de l'Autre, de s'enrichir d'autres cultures, grâce à cela de mieux prendre conscience de notre propre culture, d'en relativiser certains aspects. Une possibilité aussi de mieux

connaître notre planète, d'avoir envie de la protéger. Bien réfléchi, le voyage peut être une porte d'entrée à la construction d'un monde plus juste et solidaire. 🌍

AURÉLIA BESSEMANS,
VOLONTAIRE ECLOSIO

CLAIRE WILQUET,
CHARGÉE D'ÉDUCATION
CITOYENNE ECLOSIO

“
**LE VOYAGE
EST UNE PORTE D'ENTRÉE
À LA CONSTRUCTION D'UN MONDE
PLUS JUSTE ET SOLIDAIRE**
”

¹ A. Bessemans, 2019.

² Ces critiques sont largement développées dans « La domination touristique » B. Duterme (dir.), 2018. Ouvrage sur laquelle se base cet article.

³ L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) est un organisme international qui observe les échanges commerciaux entre pays (<https://www.futura-sciences.com/sciences/definitions/homme-ocde-12726/>). L'OCDE est composée des pays « riches ».

⁴ <https://www.tourismesolidaire.org/accueil>

⁵ <https://www.tourisme-responsable.org/voyager-responsable/charte-ethique-voyageur>

⁶ J. Charbonneau, 2008.

⁷ Duterme Bernard, « Expansion du tourisme international: gagnants et perdants », Alternatives Sud, Vol XIII, 2006/3, Centre Tricontinental, Syllepse.

⁸ A. Pleumaron, 2015 in B. Duterme (dir), 2018: 37.



LES IMPACTS DU TOURISME

Nous vivons dans un monde où nous remettons en question nos comportements - notre consommation d'énergie, nos moyens de transport, notre façon de vivre au quotidien... Le critère économique n'est plus le seul pour orienter nos choix. D'autres critères dont des critères éthiques entrent désormais en compte. Cependant, les décisions en termes de voyages, de vacances, dérogent la plupart du temps à ces critères «éthiques». Il ne s'agit pas ici de culpabiliser, de condamner le voyageur, la voyageuse - évitons la paranoïa dans le monde du voyage et responsabilisons-nous, engageons la réflexion. Réfléchir ses choix ne nous placera pas en acteur majeur de développement mais cela permettra de renforcer, de compléter les démarches entreprises par la société civile locale, les organisations, la population elle-même.... Un voyageur reste acteur de la culture qu'il représente et acteur dans le pays qu'il visite. Quelques soient nos choix de voyages, ceux-ci engendrent des impacts sociaux, environnementaux, économiques, culturels et même politiques.

IMPACTS SOCIAUX

Il n'est pas toujours simple de comprendre une société dans laquelle on arrive. Nous avons nos propres visions, notre grille de lecture qui ne donne qu'une interprétation de ce qui se passe. Il faut pouvoir aborder humblement les questions avec nos hôtes, sans heurts et sans jugements. «Je remarque que les femmes ne participent pas au repas en même temps que nous, comment cela se passe-t-il pour elles?» plutôt que «Vous savez, l'égalité des genres cela existe....».

Rencontrer un autre peuple, c'est se découvrir petit à petit, échanger des visions, des pratiques. Répondre aux questions de l'autre, apprendre l'un de l'autre.

Nos comportements sont générateurs d'impacts: Venir distribuer des crayons lors de son voyage génère-t-il autre chose qu'une pseudo autosatisfaction? Il existe de nombreux acteurs de développement dans les pays visités qui maîtrisent certainement mieux les problématiques et les approches de développement. S'intéresser à leur travail, leur besoin, demander la meilleure action à prendre permet d'entrer dans une rencontre valorisante de chaque côté. La question de la mendicité est toujours

sensible. Les situations sont impressionnantes et même stressantes. Quel comportement adopter face à la mendicité d'un enfant, d'un groupe d'enfants? - Répond-on à une urgence ou entretient-on un système? La question est complexe. Quelles dispositions la société locale met-elle en place? Les initiatives locales qui prennent en charge la (re)scolarisation des enfants existent dans

quasiment tous les pays. Il est dès lors difficile pour ces structures de lutter contre l'attrait de la petite pièce et les tentatives de resocialisation des enfants sont minées rapidement. Les visas de nos passeports ne constituent pas des passe-droits. Transgresser les règles sociales (respect des codes vestimentaires, la bienséance....) donnent l'image d'un touriste suffisant, irrespectueux et ne facilite certainement pas l'accueil et la rencontre.

L'organisation sociale d'une communauté s'adapte à son activité économique. Les activités touristiques génèrent des modifications de comportement de touristes et de locaux qui ne font pas souvent partie des pratiques traditionnelles. Certains sites touristiques se transforment en zone de non-droit dans lesquelles des pratiques sociales, sexuelles.... ne sont tolérées que pour des périodes estivales, excluant (déplaçant même) une partie des communautés locales.



“
**RÉFLÉCHIR
SES CHOIX PERMETTRA
DE RENFORCER, DE COMPLÉTER
LES DÉMARCHES ENTREPRISES
PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE LOCALE**
”



Que ce soit en termes de consommation de ressources naturelles, de production de déchets, de consommation d'espace, de modification paysagère, de préservation des sites classés..., le tourisme incontrôlé entraîne une pression importante sur l'environnement et les ressources des zones visitées. Certains opérateurs sont conscientisés et annoncent des mesures afin de limiter les impacts environnementaux. Les voyageurs peuvent exiger l'attention des opérateurs.

IMPACTS CULTURELS

Les différents aspects de la culture d'un pays, d'une population (danses rituelles, cérémonies funéraires, arts...) sont parfois réduits à de simples produits de consommation stéréotypés dont on exhibe l'emballage dans les dépliants touristiques. La perte d'identité culturelle et la «folklorisation» des modes de vies peuvent découler de ces pratiques qui «industrialise» les identités culturelles. La soif d'un phantasme «culturel» peut aveugler un tourisme en manque d'exotisme. Pour une communauté locale (ce qui peut ne pas être perçu chez un individu), parler de sa culture est valorisant, nous devons respecter ce qu'elle choisit de montrer de sa culture. Les mots sont souvent plus riches que les photos lorsqu'une culture s'ouvre à l'autre. Le voyageur, la voyageuse doit entrer dans le dialogue, sans idées préconçues, en laissant l'hôte, seul expert, guider cette découverte culturelle.

Le spectacle de touristes occidentaux, bardés d'appareils photos et de caméras vidéo mitraillant à bout portant les Hindous, faisant leurs ablutions rituelles ou incinérant leurs morts, rappelle davantage la visite au zoo que la rencontre de la culture de l'autre. Nos comportements trahissent nos cultures et le respect est un prérequis au dialogue. Entrer dans un temple d'Angkor avec un pantalon long et t-shirt à manches longue change fondamentalement l'image et l'accueil qui nous est fait. Un voyageur est ambassadeur de sa culture et l'image qu'il donne rejait sur les futurs voyageurs.

Une carte SD d'un appareil numérique se perd, gardons dans nos mémoires les rencontres et expériences vécues.

IMPACTS ÉCONOMIQUES

Le programme des Nations Unies pour le Développement estimait que les «fuites économique» étaient de 80 à 85% pour les pays les moins avancés d'Afrique et des Caraïbes.

Les structures d'hébergements (six des sept premières multinationales de l'hôtellerie sont nord-américaines), les infrastructures aéroportuaires (souvent réalisées par des entreprises du Nord), le confort (importation de climatisation), la restauration et les animations sur place (dans le cas de formule de voyage «All Inclusive») voire même les salaires rapatriés par les employés étrangers sont autant de postes qui échappent la plupart du temps aux pays du Sud au profit des opérateurs du Nord. Lorsque le nombre de touristes augmente dans une région, on constate généralement un accroissement des prix. Ceci entraîne des difficultés pour les populations locales qui ne peuvent plus consommer leurs propres produits, si celle-ci ne profite pas aux bénéficiaires.

Même si le tourisme est aujourd'hui l'un des plus gros pourvoyeur d'emplois sur la planète, ceux générés dans les pays du Sud sont généralement des emplois médiocres et/ou intermittents pour lesquels les natifs abandonnent des métiers stables d'auto-subsistance tels que l'agriculture ou la pêche. Sous le soleil des pays du Sud, les dégâts occasionnés par un tourisme mal maîtrisé ne sont généralement pas pris en compte dans les retombées économiques.

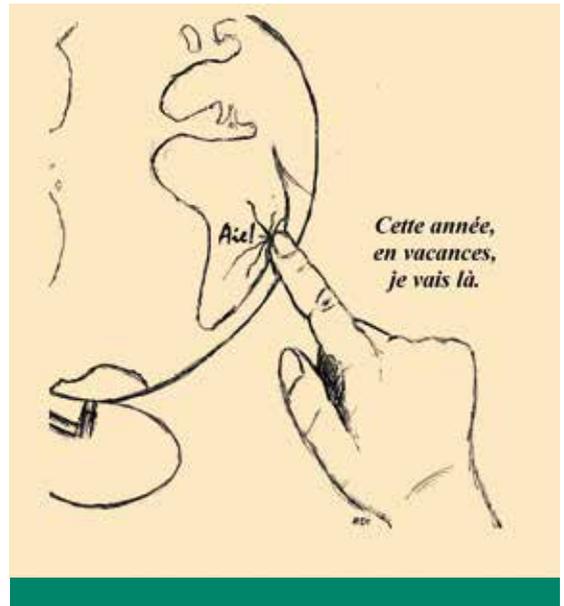
Les voyageurs et voyageuses sont acteurs et actrices dès la conception de leur voyage, lors la demande d'information auprès des agences touristiques ou des acteurs locaux. Ainsi le dialogue l'écoute et le respect sont autant de qualités à mobiliser par les voyageurs et voyageuses.

D'autres questions peuvent également nourrir la recherche d'informations :

Qui est le propriétaire des aménagements touristiques dans la destination envisagée et qui fournit les services ?

→

“
**LES VOYAGEURS
ET VOYAGEUSES SONT ACTEURS
ET ACTRICES DÈS LA CONCEPTION
DE LEUR VOYAGE**
”



Il n'y a pas de société aux mœurs dissolues ; il ne faut pas imaginer un seul instant que le tourisme sexuel entre dans les pratiques locales. Les actes enfreignant les valeurs de la société impliquent souvent l'exclusion des jeunes filles ou garçons attirés par l'argent des touristes ou même par une simple amourette. Quel que soit l'idylle, il est primordial de respecter chaque individu dans ses choix, ses convictions, ses discrétions. Rappelons que le tourisme sexuel sur mineurs est interdit dans tous les pays (socialement et juridiquement) et que pour beaucoup de pays, simplement les relations hors mariage peuvent entraîner des poursuites ou l'insistance de représentants de l'ordre ou de leaders locaux.

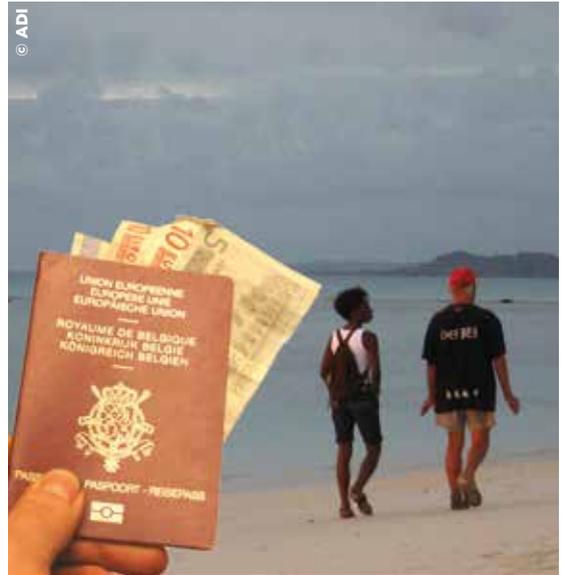
IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Le bilan carbone d'un voyage dépend notamment du type de transport, de la distance et des activités que l'on mène sur place. Il ne s'agit pas de condamner les voyages longue distance mais peut-on tout de même se poser quelques questions : Un touriste use en moyenne 7 à 10 fois plus d'eau qu'un paysan pour arroser ses champs et nourrir sa famille. En Thaïlande, un terrain de golf utilise autant d'eau que ne le font 60 000 paysans. Ce type de comportement entraîne une concurrence avec les populations locales pour l'accès à l'eau.

Consommer des fruits de saison en Belgique mais réclamer du Saumon au Népal ou des pommes au Cameroun n'est pas cohérent. L'énergie grise (pour la production, transport, la préparation et l'élimination) nécessaire pour la consommation de nourriture d'un touriste peut atteindre 540 fois plus que pour une personne locale. La consommation de production locale, circuit court permet aussi d'approfondir les échanges, de découvrir les richesses culinaires locales. La rencontre justifie-t-elle la distance ? Effectuer 2500 kilomètres en avion pour se retrouver en zone de sur-confort isolé, sans rencontre n'est peut-être pas cohérent. Au Mali, Au Sénégal et dans de nombreux autres pays, vous trouverez des projets de plantations, des pépinières communautaires dynamiques et intéressantes permettant la compensation carbone de vos voyages. En Haïti, au Congo, au Portugal, en France, et dans la plupart des pays, des initiatives citoyennes, associations ou gouvernements locaux mettent en place des plans de gestion des déchets, ou militent pour interdire certains autres (polymères,). Il est primordial pour ces actions que les voyageurs appuient les démarches. Le système de tri de déchets peut être le moyen de rentrer en contact avec la population locale et source d'un échange constructif entre les visiteurs et les locaux.



PEUT-ON TOUT PHOTOGRAPHER ?



L'AMOUR... À QUEL PRIX ?

S'agit-il de la population locale, de l'ensemble des communautés, de membres des groupes de population les plus désavantagés ?

Est-ce que l'ensemble de la population participe au processus de prise de décisions et aux bénéfices liés au tourisme ?

Où trouver les produits locaux ? Les conditions de travail du secteur touristique correspondent-elles aux standards internationaux ? Les enfants sont-ils protégés de l'exploitation ?

Les femmes et les minorités ethniques participent-elles à l'activité touristique de façon équitable ?

Des labels permettent de choisir des opérateurs mais bon nombre d'impacts dépendent du voyageur lui-même. Un voyageur, une voyageuse averti-e... optimise ses impacts. 🌍

BENOÎT MICHAUX ,
ASBL ADI



LE VOLONTARIAT INTERNATIONAL : OUTIL D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

« Nous nous sommes enrichis réciproquement et, en cette période de dépression sociale et d'inquiétude face à l'avenir, nous revenons armés de positivisme. Nous sommes les acteurs de prochains épisodes à venir si le script ne nous convient pas. C'est aussi ça la liberté. »

Véronique a réalisé un projet de volontariat international avec l'ONG SCI projets Internationaux, en Turquie. Expérience qui, comme les nombreuses personnes qui la tentent chaque année, l'a bouleversée, a transformé sa manière de voir le monde, d'y percevoir la place qu'elle voudrait et pourrait y prendre.

ECMS : POUR UN MONDE PLUS SOLIDAIRE

« Devenir les acteurs de prochains épisodes si le script ne convient pas » : ces quelques mots résument extrêmement bien les objectifs poursuivis par ce que le secteur de la coopération au développement nomme, moins joliment il faut le reconnaître : « L'ECMS ».

ECMS pour : Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Dans le monde parfois quelque peu jargonique des ONG spécialisées dans les activités de sensibilisation, cette appellation succède à ED : éducation au développement. Concept dépassé pour la plupart des ONG d'éducation, car faisant référence à un modèle de société dominant, reposant sur le développement économique et la croissance, mais n'offrant pas forcément le changement de paradigme nécessaire. Non, le changement social indispensable pour arriver à une société apaisée, sur une planète préservée, ne passe plus uniquement par le « développement ».

Il s'agit de construire des sociétés justes, durables, inclusives, solidaires. Et donc le boulot des ONG d'éducation et de sensibilisation est de convaincre le plus grand nombre de personnes possible qu'ils peuvent, qu'ils et elles doivent être acteurs et actrices de changement, pour un monde plus solidaire, plus juste.

Dans le secteur de l'éducation permanente et des organisations de jeunesse, on utilise aussi l'appellation « CRACS » : Citoyen Responsable, Actif, Critique et Solidaire ». Tout un programme. Qui se décline par divers modes d'intervention dans le secteur des ONG : information, formation, interpellation dans l'espace public, plaidoyer auprès des autorités politiques ; ou expérience de vie, comme l'a expérimentée, avec beaucoup d'émotion, Véronique.

“
DEVENIR LES ACTEURS
DE PROCHAINS ÉPISODES
SI LE SCRIPT NE CONVIENT PAS
”

VOLONTARIAT INTERNATIONAL : VIVRE LE MONDE AUTREMENT

Le SCI Projets Internationaux n'a pas attendu l'invention du concept « ECMS » pour faire du volontariat international et des rencontres interculturelles son outil principal d'éducation à la citoyenneté.

Le mouvement SCI (Service Civil International) a été créé il y a presque 100 ans maintenant, en 1920. En réaction à la Première guerre mondiale, aux massacres planétaires que les nationalismes et les injustices sociales ont engendrés. Il s'agissait d'offrir aux citoyens « du monde » une autre manière de se rencontrer, à travers la réalisation de projets communs. La rencontre interculturelle et le travail volontaire collectif devaient permettre aux personnes et aux peuples de prendre conscience de leur appartenance à une même humanité. Et d'éviter ainsi d'autres conflits.





Le volontariat international, quand le mouvement SCI a été créé, avait clairement comme objectif de promouvoir la paix, de lutter contre les égoïsmes nationaux, de promouvoir la non-violence comme manière de résoudre le conflit.

Dans ce sens, pour le SCI, ces objectifs n'ont pas pris une ride et sont toujours d'actualité. Plus que jamais d'ailleurs, au lendemain d'élections qui ont vu la renaissance de partis nationalistes, fascistes et xénophobes dans plusieurs pays européens. Dont le nôtre. Ce qui a probablement évolué, par contre, est la notion de volontariat. Les projets de volontariat internationaux ont longtemps eu une vocation utilitariste : aider, réagir à des situations d'urgence, voire réaliser du travail humanitaire. Pour le SCI aujourd'hui, le concept de volontariat se décline de manière toute autre : il s'agit de permettre à la personne qui s'y adonne de s'émanciper, d'envisager une certaine manière de concevoir les rapports sociaux. Le volontariat est avant tout une manière différente d'expérimenter le vivre-ensemble, de manière plus solidaire, sur base d'une démocratie plus participative. C'est dans cette optique qu'il participe pleinement aux objectifs de l'ECMS : développer une citoyenneté mondiale solidaire.

Le volontariat est également une manière d'apprendre, de s'ouvrir d'autres horizons.

«Se décentrer, prendre du recul... est irremplaçable. Ce voyage fut un détour me révélant des réalités inaperçues et insoupçonnées en moi-même. La rencontre des autres est aussi un voyage à l'intérieur de nous». Ainsi s'exprimait Alba, de retour d'un projet de volontariat au Pérou. Nombreux sont les témoignages allant dans ce sens.

LE VOLONTARIAT : EXPÉRIMENTER DES ALTERNATIVES

Pour le SCI, le volontariat international est une étape d'un parcours de réflexion qui a pour objectif, précisément, de provoquer, chez celui qui y participe, le désir de se lancer dans la mobilisation citoyenne.

«On ne laisse pas le volontaire partir comme ça, vivre son expérience, et puis rentrer chez lui, sans aucun suivi», explique Marie, responsable de l'envoi de volontaires au SCI. *«Il s'agit, si l'on veut vraiment que l'expérience prenne tout son sens et débouche sur une mobilisation au retour, de mettre en place d'autres propositions : formations, mise en contexte, travail sur les stéréotypes».*



Chaque personne désirant partir dans un pays du Sud rencontre un membre du staff du SCI qui l'interroge sur ses motivations, son parcours, et surtout lui explique la vision que le SCI a du volontariat.

« On rencontre encore régulièrement des personnes qui veulent absolument partir « dans des pays pauvres pour aller aider ! ». C'est à nous de leur expliquer alors qu'il ne s'agit pas tant d'apporter une aide que de découvrir une réalité locale, rencontrer des projets, des personnes ; et en fait d'en apprendre énormément sur soi-même ».

C'est (une) des grandes différences entre les projets d'immersion proposés par les ONG et le « volontourisme » vanté par quelques sociétés commerciales. Celles-ci « vendent » l'humanitaire, l'aide, avec tout ce qu'il y a de paternaliste dans ces concepts. Ce contre quoi s'insurgent les ONG, qui encadrent le projet de voyage par tout un processus d'accompagnement.

Le « parcours SCI » comprend des modules de formation avant le départ. Il ne s'agit pas tant de préparation technique et pratique que de réflexions sur les relations Nord-Sud, les inégalités et les mécanismes qui les produisent.

Il y a également tout un travail de décentration, une réflexion sur ses représentations, ses propres stéréotypes, la manière de les appréhender quand on se retrouvera dans un contexte culturel différent.

Des ateliers bien nécessaires vu le choc et le questionnement que peut parfois amener une immersion dans un pays du Sud.

« Il est des façons de voyager qui peuvent se révéler stériles, d'où l'on revient tel qu'on est parti. Il en est de plus riches, d'où l'on ressort façonné un peu autrement ; le changement fût-il infime, on a fait un petit pas que ce soit en matière de connaissance du monde, de façon d'être, de manière de penser, de rencontres ou autres, peu importe. Si un volontariat placé sous le sceau de l'échange interculturel offre une occasion idéale pour un tel apprentissage, c'est néanmoins en soi-même que repose l'essentiel pour que cette alchimie se fasse : quel regard on pose sur soi ? Sur les autres ? Dans quelle mesure pose-t-on des jugements ? Dans quelle mesure sommes-nous prêts à remettre nos jugements en question, à se laisser bousculer ? », témoigne Mathieu, de retour du Vietnam.





GÉRER LE RETOUR

On dit que, le plus difficile dans le voyage, ce n'est pas l'arrivée, mais le retour.

C'est souvent très vrai. Après avoir vécu des rencontres étonnantes, des expériences de vie commune parfois difficiles, mais toujours fortes, le volontaire se retrouve confronté à ses questionnements.

«Ce que je vois et ce que je vis à Kiburanga me bouleverse et bouscule un certain nombre de mes dogmes sur la société et l'économie moderne. Je ne reviens pas du Kenya avec des solutions toutes faites, mais avec plus de questionnement par rapport au monde qui m'entoure et avec... des larmes aux yeux.» (Kamila, Kenya).

Il est dès lors aussi important d'assurer un suivi, après le projet, qu'un espace de préparation avant de partir.

Au SCI Projets Internationaux, un moment d'échange collectif est mis en place, où chacun revient avec son bagage émotionnel et son vécu et peut échanger avec les autres.

Encore un nouvel espace de décentration, mais sur ce qui s'est passé là-bas cette fois. Les échanges nourrissant les uns et les autres.

«Le week-end de retour est un moment très fort», explique Marie. «Non seulement pour les volontaires de retour de leurs projets, mais aussi pour nous, le staff qui les avons accompagnés dans tout leur parcours. Et pour tous les autres volontaires, membres du SCI, qui participent à ce week-end. Il y a toujours des récits et des expressions très émouvantes. Mais on sent également un fort désir de faire quelque chose avec tout ce vécu.»

Tout le travail des ONG est alors de présenter des pistes de réflexion, de concrétisation de cette volonté de se mobiliser, des propositions de s'investir dans des espaces d'action citoyenne.

Au SCI, cela se concrétise dans des groupes d'action : des structures collectives où les personnes peuvent ensemble construire des projets d'intervention.



Mais il existe de nombreuses possibilités de se mobiliser pour une société plus solidaire, plus inclusive; de s'investir localement pour une transformation sociale; petits leviers pour un changement plus global du monde. C'est dans ces mobilisations citoyennes que les projets d'immersion prennent tout leur sens et leur place dans le processus d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. 🌍

PASCAL DUTERME,
COORDINATEUR DU SCI



VOYAGER POUR QUESTIONNER ET SE QUESTIONNER

TÉMOIGNAGE D'UN STAGE AU PÉROU AVEC ECLOSIO

Cinq années sur les bancs de l'université, cela semble long. Au bout de cinq ans, certains veulent expérimenter et souhaitent du « concret ». Je pense faire partie de ces personnes. Le master de l'UCL en Sciences de la Population et du Développement offre la possibilité d'effectuer un stage. Par un heureux concours de circonstances, je finis par prendre contact avec Eclósio. Par le biais de ce stage, je souhaitais observer l'envers du décor dans un pays du Sud. Quelles sont les réalités du Développement et de la Coopération dans les pays du Sud? Où se situe l'agriculture dans le monde du développement des pays du Sud? Il est important de répondre à ces questions au Nord comme au Sud. Ayant grandi au Nord et étudié le Développement, ses aspects positifs ainsi que ses dérives, je souhaitais faire l'expérience au Sud, au Pérou.

Avant mon départ, tout ce que je sais, c'est que je vais exécuter une enquête statistique dans le but de comparer les impacts économiques, socio-culturels et environnementaux de l'agroécologie et de l'agriculture conventionnelle dans le cadre de l'agriculture familiale dans les Andes péruviennes dans le département d'Ancash, à Aija, au Pérou. Cet endroit est aussi le lieu de la recherche que je vais réaliser pour mon mémoire. À la fin du mois de janvier 2019, j'arrive à Lima. Sur la côte, c'est l'été. Il fait moite et chaud et la ville grouille de monde. Lima compte le même nombre d'habitants que celui de la Belgique. Très vite, je rencontre les membres de l'équipe d'Eclósio ainsi que les étudiants péruviens qui allaient mener la même enquête que moi dans d'autres départements du pays. Mon espagnol est très loin d'être parfait, le stress se fait ressentir dès que j'ouvre la bouche, j'ai peur de mal faire et de décevoir. C'est normal, me dit-on.

Je ne reste qu'une semaine à Lima car je dois rejoindre Huaraz, capitale du département d'Ancash pour ensuite atteindre Aija, petite province de 6316 habitants dans laquelle le stage doit commencer. Dans les Andes, c'est la saison des pluies à cette époque de l'année. J'arrive le 30 janvier à La Merced, petit village situé à 3300 mètres d'altitude dans lequel je vais habiter trois mois. Je fais la connaissance des membres de Diaconía, l'ONG péruvienne partenaire d'Eclósio, et des paysans andins avec lesquels je vais vivre. L'étudiante péruvienne qui exécute les enquêtes à mes côtés arrive début février et c'est alors que les enquêtes peuvent commencer. Dans les Andes péruviennes, la saison des pluies est rythmée par des matinées très ensoleillées et des après-midis et soirées pluvieuses. C'est pourquoi, pour interroger les agriculteurs, le réveil sonne parfois à 5 heures du matin ou, au plus tard,

à 6 heures. La pluie s'annonce grâce au brouillard qui englobe le paysage dès 11 heures. Diaconía assure la mobilité pour atteindre les différents villages dans lesquels nous devons nous rendre pour enquêter. Rapidement, le paysage agricole s'impose à moi: l'agriculture est un art de vivre. D'ailleurs, la vie à Aija est cadencée par le travail agricole. La notion de temps n'existe plus, ce ne sont plus les heures, les minutes et les secondes qui rythment la vie, mais le climat et les activités agricoles. La perception du temps n'est pas identique à celle du monde occidental. En effet, l'espace-temps andin doit se voir comme un cycle dans lequel l'espace, le temps et la terre forment un « tout » indissociable dans lequel les êtres humains, les végétaux et les animaux sont le prolongement de la terre. C'est pourquoi, chaque acte est posé en sachant qu'il influence la totalité. Cette cosmovision andine et ce lien à la nature me manquent.



“
**IL FAUT CONSTAMMENT
EFFECTUER UN VA-ET-VIENT
ENTRE LA SUBJECTIVITÉ DES LIENS
QUI SE CRÉENT ET L'OBJECTIVITÉ
NÉCESSAIRE AU TRAVAIL DE TERRAIN,
CE N'EST PAS CHOSE AISÉE**
”



**PROJET DE REFORESTATION DU QUEÑUAL AUTOUR
D'UNE LAGUNA À 4 500 MÈTRES D'ALTITUDE À MAYACALLAN**



**RÉUNION DE LA COMMUNAUTÉ D'ULLUCURÁN
POUR LA CONSTRUCTION D'UNE COCINA MEJORADA**

De plus, là-bas, l'entraide est de mise et l'enjeu principal est d'assurer la sécurité alimentaire de la famille. Les moments pendant lesquels les enquêtes sont menées peuvent aller de l'échange de banalités à un réel instant de complicité. À travers les cases à cocher pour compléter ces enquêtes, des liens se tissent. Au bout de trois semaines, le projet IMPAC à Ancash se clôture. Ma collègue péruvienne regagne Lima et je me retrouve livrée à moi-même, seule, perchée à près de 3500 mètres d'altitude avec des paysans que j'apprends encore à connaître. Bien que j'eusse une recherche qualitative à mener afin de comparer l'agriculture conventionnelle et l'agroécologie dans les Andes péruviennes, l'évolution de l'enquête m'a offert un angle d'analyse inespéré. À quoi bon vouloir faire entrer la réalité dans des cadres préconçus alors même que la relation à la terre et la perception de l'espace-temps sont diamétralement opposées à celles véhiculées par l'enquête? C'est un parti pris, mais c'est à partir de cette réflexion que je décide de mener une recherche sur le Développement lui-même et sur la manière de véhiculer le développement de l'agroécologie dans les Andes au Pérou, à Aija. Ces trois mois ont été cadencés par la réalisation des enquêtes et des événements mis en place par Diaconía et Eclósio et les paysans d'Aija et La Merced.

Vivre avec la population qui est l'objet de la recherche n'est pas une chose aisée. Il faut constamment effectuer un va-et-vient entre la subjectivité des liens qui se créent et l'objectivité nécessaire au travail de terrain. En outre, il n'était pas facile d'analyser le déroulement de l'enquête de manière critique tout en la réalisant. Cela demande de jongler sans cesse entre une capacité de recul et le fait d'être au cœur même du projet. Lors de mon retour en Belgique, j'ai trouvé que le rythme imposé par le monde occidental était suffocant. Le besoin de résultats, de cadres et d'objectifs est écrasant et empêche parfois de voir la réalité telle qu'elle est sous nos yeux. Enfin, l'analyse que j'ai fournie dans le cadre du projet IMPAC vise à questionner le Développement et la Coopération, à ouvrir leurs angles d'approche pour mieux comprendre les mondes dans lesquels ils entendent prendre place. Cette expérience m'a permis de concrétiser le désir profond d'être confrontée à d'autres manières de faire et d'autres manières d'être. C'est pourquoi, le seul conseil que je pourrais donner est de ne pas craindre de questionner sans cesse tout en se questionnant! 🌍

ROMANE SCHADECK,
STAGIAIRE ECLOSIO



LE LIVRE BLANC DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI

LE RÉSULTAT D'UNE RECHERCHE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Depuis 2012, le Mali est en proie à une crise multidimensionnelle, qui plonge la population malienne dans une situation humanitaire alarmante. La crise qui a débuté au Nord du pays s'est ensuite étendue à d'autres régions, notamment au centre, mais également aux zones frontalières avec le Burkina Faso et le Niger. L'insécurité dans ces régions est grandissante, nourrie notamment par des conflits inter- et intracommunautaires, une difficulté pour le gouvernement à être présent sur l'ensemble du territoire ainsi qu'à prodiguer les services publics élémentaires à sa population et ce faisant, à retrouver sa légitimité au regard de celle-ci. Cette conjoncture a entraîné la présence de nombreux acteurs sécuritaires internationaux, telles que celle de la MINUSMA¹ dont les objectifs sont notamment de soutenir l'application de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation de 2015 ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme, celles de la force conjointe du G5-Sahel² (FC-G5S) et de l'armée française à travers l'opération Barkhane dont les mandats visent essentiellement à lutter contre le terrorisme, et celle de l'Union européenne via ses missions «EUTM Mali»³ et «EUCAP Sahel Mali»⁴, visant pour la première à former les forces armées maliennes mais également à renforcer l'interopérabilité entre les différentes armées constituant la FC-G5S et à renforcer les forces de sécurité intérieure malienne pour la seconde.

Or, le Mali, c'est aussi et avant tout 18,5 millions de personnes dont 49,7% vivent sous le seuil de pauvreté de 1,9\$ par jour selon les dernières données de la Banque Mondiale. Ces millions de personnes ne partagent pas toutes les mêmes besoins et les mêmes attentes selon qu'elles soient plus ou moins jeunes, une femme ou un homme, ou encore issues d'une région du Nord, du centre ou du Sud du pays.

“
**LA RECHERCHE
DANS CE DOMAINE PEUT APPORTER
UNE COMPRÉHENSION
PLUS APPROFONDIE
ET PLUS HOLISTIQUE DU TERRAIN**
”

Ce ne sont pourtant pas ces personnes qui contribuent à l'élaboration des interventions de sécurité et de développement qui sont davantage basées sur les perceptions des élites, tel que le gouvernement, les forces armées, les acteurs de sécurité internationaux, etc. La population se retrouve alors confrontée à la présence de ces différents acteurs sans forcément comprendre l'approche adoptée par eux. Ne voyant pas leur situation s'améliorer, ces dernières peinent à comprendre la pertinence des interventions et peuvent dès lors se montrer réfractaires à l'idée de collaborer.

C'est dans ce cadre que le *Stockholm International Peace Research Institute* (ci-après ; SIPRI) a mis en œuvre le projet de « Livre Blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali », financé par l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement.

C'est avec son partenaire au Mali, « la Coalition nationale de la société civile pour la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères » (ci-après ; CONASCIPAL) que le SIPRI a élaboré son approche, dont l'objectif est de mieux appréhender les dynamiques et perceptions locales.

En effet, tel que relaté précédemment, les réponses adoptées actuellement par les l'ensemble des acteurs sécuritaires susmentionnés ne font pas forcément sens pour la population. L'approche proposée par la CONASCIPAL et le SIPRI consiste en la réalisation d'enquêtes quantitatives et qualitatives auprès des populations locales à propos de thématiques spécifiques. Ces enquêtes sont menées par un réseau de facilitateurs issus de la CONASCIPAL et formés par le SIPRI. Les résultats, une fois validés, mettent en lumière des réalités spécifiques aux différentes régions et aux différents types de population, et permettent la formulation de recommandations politiques.





Ce faisant, la prise en compte de ces résultats doit permettre de hiérarchiser les priorités au sein des stratégies mises en œuvre sur le territoire de manière à ce que les besoins sécuritaires des populations se retrouvent en première ligne, en tenant compte du caractère multifactoriel du terme « sécurité » qui englobe tout autant la situation socio-économique des dites populations que les conséquences de la présence de groupes armés.

Par ailleurs, toute une série d'organisations issues de la société civile dont des centres de recherche, ont collaboré activement au projet et se sont investis afin que le « Livre Blanc » reflète leurs propres voix et exprime les recommandations qui sont les leurs. En ce sens, le « Livre Blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali » constitue un réel outil de plaidoyer.

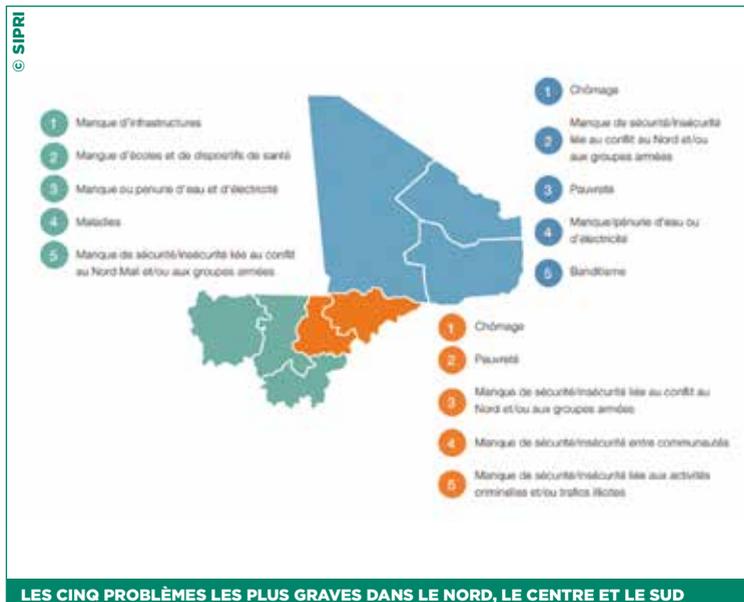
QUELQUES MOTS À PROPOS DU SIPRI

Basé à Stockholm et institué en 1966, il s'agit d'un institut indépendant et international de recherche spécialisé dans les conflits, le contrôle de l'armement et le désarmement. Les données, analyses et recommandations politiques produites au moyen de ces recherches visent à contribuer à une meilleure compréhension des conflits et des conditions pouvant favoriser leur pacification, et à promouvoir une paix durable.

On y découvre par exemple que les populations expriment un manque de confiance vis-à-vis des forces de sécurité, craignant notamment d'être victimes d'exactions et de violence de leur part. En effet, les forces de sécurité peuvent être perçues comme une source d'insécurité à part entière. Par ailleurs, des personnes dénoncent la lenteur des interventions des forces de sécurité en cas d'alertes. Enfin, il existe peu d'espace où les populations peuvent exprimer leurs points de vue et dialoguer avec les forces de sécurité,

et devenir de vraies forces de proposition concernant l'amélioration de leur situation sécuritaire.

Le schéma ci-après, issu également dudit « Livre Blanc », présente un autre exemple concret des disparités de perceptions que l'on peut percevoir dans les régions du Nord, du Centre et du Sud du pays. Il met en lumière les différentes priorités perceptibles dans les régions.



Il est indispensable de tenir compte de ces disparités, de l'hétérogénéité des populations, afin que les réponses données par les acteurs nationaux et internationaux rencontrent les besoins spécifiques exprimés par elles, et qu'elles puissent ressentir les bénéfices de ces réponses.

En conclusion, bien que la réponse militaire puisse être pertinente dans la situation dans laquelle se trouve actuellement le Mali, elle ne peut se permettre d'être exclusive. L'État se devra de proposer une approche globale, tenant compte des demandes exprimées par les populations, notamment en termes d'aide humanitaire, de développement économique local, d'offre de services publics et de cohésion sociale, s'il souhaite regagner sa légitimité auprès d'elles. En outre, il est primordial que les politiques s'adaptent à l'hétérogénéité du terrain et des populations.

Les recherches menées dans le cadre de ce projet constituent un moyen d'appréhender ces différentes perceptions et demandes issues des populations maliennes.

Le « Livre Blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali », présenté dans cet article, découle des résultats de ces recherches, et se veut être un outil exhaustif pour la construction de ce type d'approche.

La stratégie élaborée et mise en œuvre par le SIPRI nous permet de voir comment la recherche peut véritablement être au service du développement. Alors que la coopération au développement a parfois tendance à favoriser des projets plus immédiats, qui s'inscrivent davantage dans le court terme, la recherche dans ce domaine peut apporter une compréhension plus approfondie et plus holistique du terrain.

Mieux comprendre les dynamiques locales, y compris les stratégies et enjeux propres aux populations et aux individus qui les composent, est éminemment important si l'on souhaite proposer des projets de développement et le cas échéant, de sécurité, dont le succès et la durabilité dépendent aussi de l'appréciation que les populations locales ont à leur égard. Par ailleurs, est-il nécessaire de préciser que ces populations sont supposées être les premières bénéficiaires de ces projets? 🌍

MANDY RENARDY,
VOLONTAIRE ECLOSIO

Pour en savoir plus :

- <https://www.sipri.org/commentary/blog/2019/understanding-local-perceptions-security-mali-white-book>



- 1 Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation au Mali.
- 2 Initiative qui regroupe le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Mauritanie et le Tchad.
- 3 European Union Training Mission in Mali.
- 4 European Union Capacity Building Mission in Mali.



MOBILISER LES THÉORIES DE L'APPRENTISSAGE DES ADULTES POUR FAVORISER LE CHANGEMENT

Plaçant sa caractéristique d'ONG universitaire dans une logique d'apprentissage continu, Eclasio a développé depuis septembre 2018 un partenariat avec l'Unité d'Apprentissage et de Formation des Adultes de l'Université de Liège notamment afin de développer un nouveau point de vue sur les actions de renforcement de capacités et de sensibilisation mises en œuvre dans le cadre de ses différents projets. En effet, au Bénin, Sénégal, Cambodge, Bolivie et Pérou, Eclasio appuie, en coordination avec ses partenaires locaux, les familles vulnérables ainsi que leurs organisations pour développer des activités agroécologiques rémunératrices, peu dépendantes de facteurs extérieurs et respectueuses de l'environnement. Eclasio mène aussi des actions d'éducation citoyenne sur les campus de l'Université de Liège (à Liège et à Gembloux)¹.

Au cours de cette réflexion, nous avons notamment mobilisé les théories de Lewin : considéré comme le penseur qui a fondé la psychologie sociale voire les sciences sociales dans leur ensemble (Allard-Poesi, 2012), Kurt Lewin a déployé des réflexions qui s'avèrent très actuelles pour les formateurs et accompagnateurs du changement aujourd'hui. Dans le contexte de mutations multiples actuel, redécouvrir cet héritage est sans aucun doute une source de réflexion importante pour les professionnels de la formation et de l'intervention.

C'est pourquoi nous avons souhaité vous le faire découvrir dans cette édition au travers de deux cas d'étude particuliers issus de l'expérience de terrain d'Eclasio.

SITUATION 1.

Mobiliser au maximum

« les portes d'entrée du changement » pour favoriser le changement

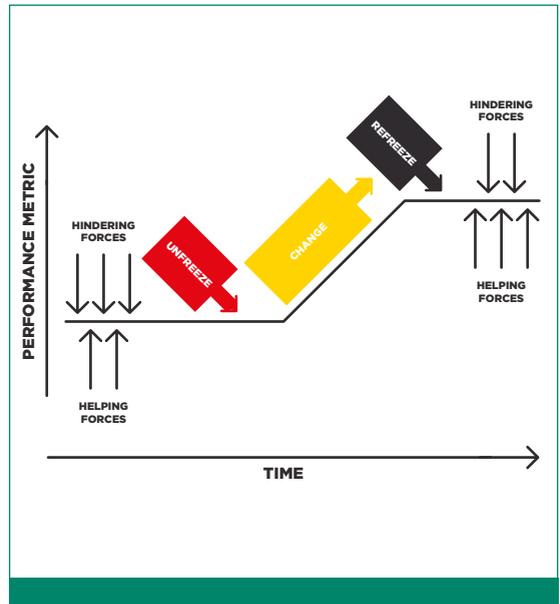
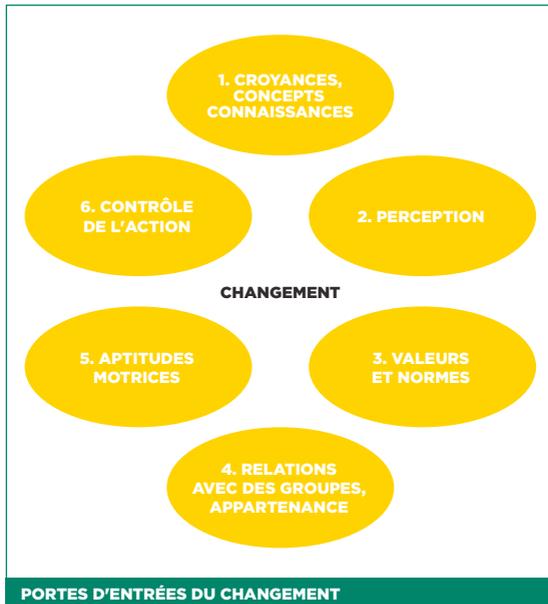
Au Pérou et en Bolivie, la formation *madres vigilantes* ou « mères vigilantes » promeut la transformation des habitudes alimentaires des familles et s'adresse particulièrement aux mères. L'enjeu est de faire prendre conscience aux participantes de l'importance d'une alimentation équilibrée, notamment pour le développement des enfants. On y insiste plus particulièrement sur la place des légumes et des aliments apportant des protéines (légumineuses, quinoa, viande). Souvent, les habitantes produisent peu de légumes dans leur exploitation familiale. De plus, elles vendent le quinoa ou leurs animaux en dépit de leur valeur nutritive. Ainsi, plutôt que de consommer la denrée produite, la famille fait le choix de la vendre, l'argent gagné servant à l'achat de vivres moins onéreux mais aussi moins équilibrés (pâtes, riz) en termes nutritionnels. L'argent épargné permet aussi l'acquisition d'autres biens. La formation mères vigilantes, associée à la mise en place d'un potager familial, porte à la fois sur ce qu'est une assiette équilibrée et comment préparer certains légumes moins habituels qui ont été proposés plus récemment.

Nous allons étudier ce cas issu de l'expérience d'Eclasio en zone andine à la lumière du modèle des « portes d'entrée du changement ». Ce modèle est issu dans un premier temps des travaux de Lewin, revisités par son disciple Kenneth Benne (1974) et mis en forme par Faulx (2019).

Six portes d'entrée ont été identifiées (Faulx, 2019), cf figure 1 :

- Le domaine de la **cognition**, qui comprend les concepts et croyances (1) et la manière dont la personne perçoit le monde (2).
- Le domaine des **valeurs**, qui comprend non seulement ses principes sur ce qu'il y a lieu de faire ou ne pas faire (3), mais aussi ses réactions par rapport à d'autres groupes en termes d'attraction ou de répulsion (4).
- Le domaine de l'**action**, qui comprend les aptitudes motrices (5) de la personne ainsi que la manière dont elle contrôle son action (6) c'est-à-dire le travail intellectuel associé à une action physique (prise d'indicateurs, rectification, réflexion sur les buts...).

Il est utile voire nécessaire d'induire le changement en travaillant sur plusieurs portes d'entrée simultanément de telle sorte que celui-ci soit plus compréhensible, plus acceptable, plus rapide ou plus durable.



Or, dans le cas de formation « mères vigilantes » dans les Andes, il transparaît que l'action mise essentiellement sur deux leviers ou portes d'entrée :

- Les connaissances [porte 1] via l'apport d'informations (sur l'équilibre alimentaire, sur les carences...).
- Les aptitudes motrices [porte 5] via les ateliers pratiques sur la préparation de légumes moins habituels.

Le modèle des portes d'entrée permet de tracer des pistes vers d'autres pratiques possibles, dont certaines ont déjà été partiellement explorées par Eclasio :

- Mobiliser la perception [porte 3], autour d'assiettes à analyser ou autour du regard porté sur certains troubles de santé attribuables à des carences ;

- Mobiliser les relations sociales [porte 4] avec :

- La création d'un groupe d'appartenance avec de nouvelles normes. Pour ce faire, Eclasio a déjà eu recours à la figure de « mère-guide », une femme du village préalablement identifiée pour ses bonnes pratiques alimentaires ou culinaires ;
- L'anticipation des problématiques sociales externes au groupe en entraînant les participants à faire face au regard des autres membres de la famille et les préparer au changement ;
- La modification de la relation entre technicien et populations locales. Le savoir du technicien est souvent jugé supérieur à celui des habitants. Or, chacun dispose de savoirs. Des dispositifs d'échanges sont donc à envisager à ce sujet.

Le travail sur le modèle de Lewin permet d'analyser les portes d'entrée favorisées ou laissées de côté dans les différents dispositifs. Il ouvre potentiellement vers un déploiement de nouvelles portes d'entrée dans certains dispositifs.

SITUATION 2.

Promouvoir des pratiques contraires aux normes sociales en modifiant l'équilibre des forces de changement

Eclasio met en œuvre avec ses partenaires locaux des formations en agro-écologie dans l'ensemble de ses pays d'intervention. Une des pratiques qui est parfois proposée aux participant-e-s est la mise en place d'un système de compostage. La formation comprend des explications scientifiques et des retours d'expériences témoignées par des personnes ayant déjà mis en place ce système.





Or, on constate que les participant-e-s appliquent rarement cette pratique après la formation. On peut l'interpréter comme l'adoption d'une attitude de stabilité, de non changement, notamment car les forces entravant le changement sont supérieures, comme le présente ce schéma issu d'une interprétation des travaux de Lewin sur les « étapes du changement ».

Lewin (1947) conçoit le changement en trois phases : *unfreeze* (dégel, décrystallisation), *change* (changement), *refreeze* (recristallisation). Le dégel (phase 1) consiste à décrystalliser cet équilibre instable entre forces favorables et défavorables au changement en libérant certaines forces ou en en affaiblissant d'autres. Pour y parvenir, on peut soit renforcer les forces favorables au changement, soit affaiblir les forces qui lui sont défavorables, cette deuxième stratégie étant considérée par Lewin comme la plus efficace (Allard-Poesi, 2012).

Suite à cet équilibre modifié, le système va alors se mettre en mouvement (phase 2). Il est impossible de prédire vers où le système va se diriger mais l'espace des possibles est ouvert. Le système va alors atteindre un nouvel état d'équilibre (phase 3). À ce stade, le changement doit être en accord avec le reste de l'environnement, des comportements et de la personnalité de celui qui apprend. C'est pourquoi Lewin met en place des activités de groupe afin que les normes collectives changent également (Burnes, 2004), en référence à la porte du changement n°3 vue précédemment.

Revenons à notre exemple de fabrication de compost. On se rend compte que la dynamique habituelle qui est mise en place par Eclasio et les ONG en général tend plutôt à appuyer les forces de changement : multiplier les arguments, amener de l'information sur la biodiversité, mettre en place un atelier...

Or, selon Lewin, il vaut mieux diminuer les forces de non-changement qu'augmenter les forces de changement. Pour augmenter les chances de succès, on pourrait aussi travailler sur les facteurs qui entraînent des forces de non-changement. Par exemple :

- Le risque de perte de revenus lié à l'adoption des nouvelles pratiques. Pour envisager des revenus alternatifs, on pourrait adosser à la formation au compostage une autre formation sur la création d'activités génératrices de revenus. Une autre manière d'alléger ce facteur de non-changement consiste à limiter l'ampleur des transformations. C'est donc sur une petite parcelle que le-la producteur-rice est invité à expérimenter et s'appropriier l'innovation.



- L'absence de matériel adéquat. Ne pas disposer du matériel nécessaire constitue un autre frein potentiel qui peut être comblé en fournissant par exemple un tonneau pour y placer la matière compostée.
- Les représentations. Les routines de pensée, les habitudes ancrées, les modes d'appréhension du monde constituent aussi des freins. Il y a donc lieu de les prendre en compte et d'en reconnaître la légitimité afin de voir quelles pratiques sont compatibles aujourd'hui avec eux. Il est à l'heure actuelle plutôt rare dans les formations d'Eclasio de mettre des actions spécifiques en place pour que la perception de l'innovation soit positive ou que la norme change.
- Le regard des autres. L'exposition de nouvelles pratiques visibles par les voisins et voisines peut limiter l'adoption des changements proposés. Au sud comme au nord, la dimension visible du métier agricole vient ici renforcer ces effets de réactions sociales. Une piste pourrait être de consacrer du temps de formation à prévenir de ce genre d'effet par des réflexions collectives sur la manière dont les voisin-e-s vont réagir, la recherche de solutions en commun, des propositions des formateurs-trices sur de l'argumentation utile... ou encore l'organisation d'échanges d'expériences avec un «innovateur» dans le village d'à côté afin de valoriser l'innovation².

On voit ainsi toute la plus-value pour une organisation non gouvernementale universitaire de conceptualiser les dimensions psychosociales et pédagogiques de ses actions, dans l'optique à la fois de mieux les concevoir

et de soumettre à débat ces aspects cruciaux d'une intervention. En effet, les travaux de Lewin nous invitent à enrichir le processus de formation en multipliant les modalités d'approches des capacités que l'on veut transférer aux formé-e-s. Ils stimulent également une réflexion sur les forces en tension lors d'un changement (notamment lors de la mise en œuvre d'un apprentissage) et leur prise en charge par les acteurs de changements que sont les ONG de coopération internationale. Enfin, ils insistent sur la nécessité de prendre en compte les groupes et leurs effets. Le partenariat entre Eclasio et l'Unité d'Apprentissage et de Formation des Adultes de l'ULiège se poursuivra notamment sur la thématique de l'accompagnement des changements auprès des partenaires locaux et/ou populations cibles de nos interventions. Eclasio se doit aussi d'adopter pour les volets humains et sociaux des standards scientifiques similaires à ceux qui sont mobilisés dans les domaines techniques ou agronomiques, auxquels elle fait appel au quotidien pour ses actions. 🌱

DANIEL FAULX,
PROFESSEUR À LA FACULTÉ
DE PSYCHOLOGIE, DE LOGOPÉDIE
ET DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

CYBILL NION-PRIGENT,
ECLASIO

PIERRE COLLIÈRE,
ECLASIO

ERIC CAPOEN,
ECLASIO

Bibliographie :

- Allard-Poesi, F. 2012. *Kurt Lewin, de la théorie du champ à une science du social*. EMS.
- Benne, K. D. 1976. «The Processes of Re-Education: An Assessment of Kurt Lewin's Views». *Group & Organization Studies*. 1(1), 26-42.
- Burnes, B. (2004). «Kurt Lewin and the Planned Approach to Change: A Re-appraisal», *Journal of management studies*.
- Faulx, D. sous presse. *Kurt Lewin et l'accompagnement du changement*. In P. Carré et P. Mayen, *Psychologies pour la formation*. Paris, Dunod.
- Fernández, A. 1993. *Kurt Lewin, Une évaluation actuelle de son importance pour la psychologie*. Madrid: Université nationale de l'EAD.
- Lewin, K. 1947. «Group decisions and social change». In Newcomb, T. M. and Hartley, E. L. (Eds), *Readings in Social Psychology*. New York: Henry Holt.
- Partlett, M. 1991. «Réflexions sur la théorie du champ». *British Gestalt Journal*, 1, 2. Traduction Catherine Delafon, *Cahiers de Gestalt-thérapie* n°5.

1 Cet article est une synthèse vulgarisée de l'article «Mettre en œuvre des actions de formation et de changement: une relecture contemporaine de Kurt Lewin dans le contexte de l'agroécologie.» paru dans *Les cahiers internationaux de Psychologie sociale* numéro 121-122, p. 25 à 44.

2 On rejoint ici l'idée que certaines conduites sont plus sociales que d'autres, notamment en raison de leur caractère visible. Beauvois, Joule et Monteil ont proposé en 1991 neuf critères pour évaluer le degré de «socialité» d'un comportement, c'est-à-dire à quel point il peut être influencé par l'environnement social.



Envie de...



Prendre la plume

dans notre magazine *Cultivons le Futur*



Prendre le micro

dans notre émission radio *Voix Solidaires*



Mener des actions

de sensibilisation sur votre campus



Vous former & échanger

sur des enjeux sociaux et environnementaux



Mettre vos compétences

au service de la solidarité internationale

Vous souhaitez nous soutenir?

Faites un don! Grâce au soutien de nos bailleurs institutionnels, chaque euro que vous versez nous permet de mobiliser jusqu'à 10 euros pour nos actions.

Votre soutien financier est indispensable à la réalisation de nos projets. Contribuez à nos actions en faisant un don sur le compte BE04 5230 8027 2831 (attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €). **Merci de votre soutien!**

Eclosio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Contactez-nous!

gwendoline@eclosio.org pour Gembloux

claire.brouwez@eclosio.org pour Liège

